

UNE NOUVELLE PHASE D'INSTRUCTION OUVERTE CE DIMANCHE

Vers une affaire Sonatrach III ?

Plusieurs personnes ont été convoquées, depuis dimanche, par le juge d'instruction du Pôle judiciaire spécialisé du tribunal de Sidi M'hamed. La justice semble s'engager vers l'ouverture d'une affaire «Sonatrach III».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le magistrat instructeur du Pôle judiciaire spécialisé du tribunal de Sidi M'hamed a commencé, dimanche, à auditionner plusieurs personnes dans le cadre d'une nouvelle affaire en relation avec la compagnie pétrolière nationale.

Selon des sources proches de cette juridiction, cette phase aurait débuté dimanche avec l'audition d'un ex-vice-président de la Sonatrach qui était accompagné d'un membre de sa famille. Hier, lundi, c'était au tour de Abdelmadjid Attar, ancien président-directeur général du groupe durant les années 1990, à s'être présenté au tribunal de Sidi M'hamed. Abdelmadjid Attar

a été aperçu au moment où il faisait son entrée dans le siège du tribunal.

Rappelons qu'au courant de la semaine écoulée, son bureau avait été perquisitionné par les services de sécurité.

«D'autres personnes devraient être auditionnées dans le cadre de cette affaire. C'est notamment le cas de Nouria Meliani, architecte et directrice d'un bureau d'études. Proche de Réda Hemche, elle a déjà été placée sous contrôle judiciaire dans le cadre de marchés de gré à gré. Nouredine Cherouati, ex-Pdg de la Sonatrach, ainsi qu'un membre de sa famille sont également concernés», notent nos sources.



Nouredine Cherouati.

Pour l'heure, il y a très peu d'informations au sujet de ce dossier. Pour certains, il est fort possible que ce soit une affaire «Sonatrach III».

En fait, la procédure engagée par le magistrat instructeur du Pôle spécialisé du tribunal de Sidi M'hamed paraît totalement différente des précédentes

affaires. En plus de hauts cadres ayant occupé des postes sensibles dans la hiérarchie du groupe national d'hydrocarbures, la justice s'intéresse également à certains de leurs proches. «Pour l'heure, le juge d'instruction n'a encore rien décidé au sujet des qualifications et des statuts juridiques des personnes convoquées», assurent par ailleurs nos sources.

De nouvelles informations au sujet de cette nouvelle affaire pourraient être rendues publiques prochainement par le parquet de la cour d'Alger. Au courant du mois de février dernier, le procureur général Belkacem Zeghmami avait annoncé par voie de presse «l'élargissement du champ des investigations» dans le cadre de l'affaire «Sonatrach II».

T. H.

L'ACTE II DU PROCÈS KHALIFA S'OUVRE CE MATIN À BLIDA

Les avocats s'interrogent

La réouverture du dossier de l'affaire Khalifa, aujourd'hui, à la faveur de la tenue au tribunal criminel près la cour de Blida de son procès en appel, ira-t-elle au-delà du seuil de ce que le premier procès d'il y a six ans n'a pu franchir ?

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Ou encore, ce second acte de la plus grande affaire que la justice algérienne a eu à traiter servira-t-il, de par le contexte de l'éclatement en série de grosses affaires de corruption qui rythment l'actualité nationale ces derniers temps, d'exemple à même de refléter, aux yeux d'une opinion publique, la volonté des pouvoirs publics d'en découdre d'avec le phénomène ?

Des questions que le citoyen lambda se pose presque instinctivement mais faussement, tant la conviction de ces gens de la rue est chevillée quant au caractère «muet» de ce procès.

Une appréhension que fait sienne aussi M° Khaled Bourayou en raison, notamment, dira-t-il, de l'absence, encore une fois, du principal accusé, Abdelmoumen Khalifa qui, selon lui, «détient beaucoup de secrets, lui qui a eu à fréquenter beaucoup de personnalités et à financer bien des projets».

M° Bourayou n'exclut pas, par ailleurs, que ledit procès soit «influencé par les grands dossiers de corruption qui secouent l'actualité nationale, soulignant qu'il n'aura pas les mêmes retentissements que celui de 2007». Et à notre interlocuteur de s'expliquer par le fait, selon lui, que «le dossier est ligoté par l'arrêt de renvoi».

Il exprimera également son souhait que ce procès soit «examiné dans une totale objectivité et loin de toute instrumentalisation». Pour M° Bourayou, contrairement à d'autres pays où la justice, en pareille affaire de corruption et de détournement

des deniers publics divulgue des noms, chez nous, dira-t-il, «fait tout le contraire, en taisant et en cachant des noms».

Et à l'opposé de Bourayou, M° Farouk Ksentini pense que le timing de ce procès est loin de relever d'une quelconque arrière-pensée. Il regrettera, cela dit, le grand retard accusé par la Cour suprême dans le traitement de l'appel en cassation qu'il dira ne pas comprendre.

Le président de la Commission nationale consultative de défense et de promotion des droits de l'homme estime que «cinq ans, c'est trop alors que le délai ne pouvait normalement dépasser les 18 mois surtout, selon lui, que la priorité se

doit d'être concédée, dans ces cas-ci, aux détenus».

Ksentini regrettera l'absence à ce procès de Abdelmoumen Khalifa qui, ironisera-t-il, «n'est pas près de venir» et ceci, «du tout pas faute de la volonté de l'Algérie» qui, selon lui, «a fait tout ce qu'il fallait faire pour extraire le golden boy».

Pour revenir au procès qui, à se fier au président de la CNCPDH, durera au maximum une vingtaine de jours, le tribunal criminel près la cour de Blida jugera, à l'occasion et pour la seconde fois, les 75 accusés dans l'affaire El Khalifa Bank. La partie civile sera représentée, quant à elle, par 50 membres, et quelque 300 autres personnes témoigneront.

Les accusés dont 10 demeurent encore en fuite donc condamnés par contumace (Rafik Abdelmoumène Khalifa, les frères Keramane Abdelwahab, ancien gouverneur



Farouk Ksentini.

de la Banque d'Algérie et Abdenour, ancien ministre et ancien directeur général de Sonelgaz, ainsi que la fille de l'un d'eux, Yasmine Keramane, responsable au niveau de Khalifa Airways), répondront d'un chapelet de chefs d'inculpation dont l'association de mal-



Khaled Bourayou.

faiteurs, vol qualifié, escroquerie, abus de confiance et falsification de documents officiels.

Les autres accusés présents au procès d'il y a six ans se sont vu infliger des peines allant de 18 mois de prison avec sursis à 20 ans de réclusion criminelle.

M. K.

AFFAIRE DE L'ASSASSINAT DE 500 PERSONNES

Le procès des deux présumés terroristes renvoyé

Le procès des deux présumés terroristes impliqués dans l'assassinat de 500 personnes, ouvert hier au tribunal criminel d'Alger, a été reporté pour la quatrième fois. L'audience aura lieu le 5 mai prochain.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - L'affaire de deux présumés terroristes impliqués dans l'assassinat de plus de 500 personnes a suscité beaucoup de curiosité de l'assistance. La salle était pleine à craquer. Dans le box des accusés, les deux présumés coupables, K. Djillali et A. Ali, la trentaine, scrutent l'assistance des yeux.

Le premier à être interrogé par le juge, A. Ali, demande le renvoi du procès. Il indique qu'il refuse l'avocat qui lui a été désigné d'office. «Je n'ai pas besoin qu'on me désigne un avocat. D'ailleurs, il n'est venu me voir en prison qu'une seule fois. J'ai ma famille et je veux prendre un avocat tout seul», dira-t-il.

Et au juge de répondre : «Cela fait une

année, nous sommes à la 4^e audience et vous n'avez pas cherché à prendre un avocat. Ce n'est qu'une manœuvre pour ne pas être jugé».

«Accordez-moi encore un peu de temps, monsieur le président, ce n'est pas une affaire de trois ou quatre ans de prison, c'est une affaire de condamnation à mort», lance l'accusé.

«Une année ne vous a pas suffi !», répond le juge. D'ailleurs, poursuit-il, «où est-elle votre famille ? Il n'y a personne, elle vous a délaissé». L'accusé a alors fait comprendre qu'il refusait de répondre, «je ne veux pas que vous me jugiez», rétorque-t-il avec arrogance au président du tribunal.

«Je ne suis pas Khalifa ni Abderrahmane Achour, Je suis un fils du peuple, un fils des pauvres. Tout le dossier est falsifié et les documents sont faux. Je suis innocent et n'ai commis aucun des faits retenus contre moi», dit-il.

Le juge l'interrompt et lui demande de se taire, «n'évoque pas ces personnes, elles ne

sont pas à ta portée». Se retournant vers les avocats présents dans la salle, il s'interroge : «Il refuse l'avocat désigné d'office et ne veut pas prendre un avocat à titre personnel. Que voulez-vous qu'on fasse ? Qu'on le juge sans défense ? Non, c'est contraire à la procédure».

Quant au deuxième accusé, K. Djillali, il affirme son accord d'être défendu par l'avocat désigné d'office par le ministère public.

L'avocat de la défense a, pour sa part, demandé au parquet de lui faciliter la tâche en lui permettant de récupérer les jugements de la cour de Chlef dans des brefs délais.

C'est ainsi que le juge a décidé de renvoyer le procès au 5 mai prochain.

Impliqués dans l'assassinat de plus de 500 personnes entre les années 1996 et 2004, les deux présumés terroristes auraient, selon une source judiciaire, tué des civils et des militaires, et violé et égorgé plus de 60 femmes dans les régions de Boumerdès, Médéa, Khemis, Tiaret, Chlef, Relizane et Blida.

R. N.